



Nous, Françaises et Français immigrés

Cette lettre d'information a été envoyée à 17h, heure de Paris. Mais certaines l'auront reçue à 1h du matin, d'autres à 11h ou encore à 23h. Nos vies sont décalées, parallèles les unes aux autres. Pourtant, toutes et tous, nous nous retrouvons autour de valeurs, d'expériences, de besoins communs, que nous avons décidé de construire à l'étranger.

Nos parcours doivent inspirer et infuser dans la politique française, aujourd'hui plus que jamais.

La loi immigration en est la dernière preuve en date. La droite et l'extrême-droite ont rédigé et voté un texte qui ignore la diversité de l'immigration, la richesse de la mixité culturelle et la solidarité entre les peuples. Durant ces débats, j'ai dénoncé l'isolement de la France et la dégradation de ses relations diplomatiques et de son rayonnement.

La France doit avoir une politique d'accueil des personnes migrantes, tout comme elle ne doit pas oublier que des pays étrangers accueillent aussi des Françaises et Français.

Et croyez-moi, je serai là chaque jour au Sénat pour le rappeler. Pour défendre nos droits, que vous soyez à 5km ou 15 000km de la France. Ensemble, en 2024, nous ferons résonner nos voix partout dans le monde.

Enfin, mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année, à la croisée des luttes sociales et environnementales.

Mathilde Ollivier

Sénatrice des Françaises et de l'étranger. Vice-Présidente de la commission des affaires européennes. Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

*** Je m'inscris à la lettre d'information mensuelle de ma sénatrice ***

DERNIÈRES ACTUALITÉS

ALLOCATION D'AUTONOMIE D'ÉTUDES

Pour l'émancipation de nos étudiant·es et apprenti·es



Nous avons porté le 13 décembre dernier une proposition de loi au Sénat pour créer une allocation d'autonomie d'études.

Celle-ci devait permettre de délivrer 1 092€ par mois pour chaque jeune en formation.

Malheureusement, cette proposition de loi a été rejetée au Sénat avec 103 "pour" et 228 "contre". Si le constat d'urgence a été partagé par tous les groupes politiques, aucune solution n'a été proposée autre que cette allocation.

Nous continuerons le combat car la jeunesse de notre pays en a plus que jamais besoin.

Je veux en savoir plus

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Vendredi 19 décembre 2023

Elisabeth Borne et la grâce du 49-3 contre l'accueil des enfants à la rue.

Face à la situation alarmante des enfants et des familles à la rue, nous avons obtenu au Sénat l'adoption de notre amendement de loi permettant l'octroi de 6.000 places. Une action majeure, ambitieuse que notre demande initiale de 10.000 places, mais non négligeable compte tenu de l'urgence de la situation pour les plus de 2.000 enfants à la rue.

Sur le terrain, les associations et les parlementaires se mobilisent depuis des semaines pour lever la scierie d'urgence. Cette semaine, une action a été lancée pour que le Gouvernement prenne ses responsabilités.

La réponse de la Première ministre ? Le 49-3.

Il semblait que le Gouvernement ait certainement décidé de venir nous accompagner en décaissant le projet de loi de France 2024. Une décision honteuse et inacceptable.

Ce soir encore, des enfants et des familles dormaient dehors dans le froid de Paris. Nous refusons de laisser cette situation perdurer. Le Gouvernement doit entendre les revendications des associations et prendre en compte le vote des parlementaires.

Nous ne lâcherons pas la mobilisation !

Mathilde Ollivier
SÉNATRICE DES FRANÇAISES ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

ENFANTS QUI DORMENT À LA RUE

10 000 places d'hébergements

C'est le combat que nous menons depuis plusieurs semaines au Sénat, à l'Assemblée nationale et dans les villes écologistes & de gauche : **mettre à l'abri les près de 3 000 enfants qui dorment dehors.**

L'ouverture de places d'hébergement d'urgence est une compétence de l'État. Nous avons proposé et fait voter au Sénat l'ouverture de 6000 places supplémentaires. L'utilisation consécutive du 49.3 à l'Assemblée nationale les ont supprimées. **Une loi collective qui doit se poursuivre !**

Je regarde la question au gouvernement

EN VIDÉO : mes questions à Michel Cadot, délégué interministériel aux Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, président de l'Agence nationale du sport

Pouvez-vous nous donner des chiffres précis sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et comment allez-vous les compenser ?

Quelles sont les solutions d'hébergement pour les personnes sans-abris alors que moins de chambres d'hôtel et de centres d'hébergement seront disponibles ?



FRANÇAIS·ES DE L'ÉTRANGER

FOCUS SUR 3 SUJETS QUE J'AI PORTÉ AU SÉNAT

1/ La retraite des Français·es de l'étranger

Lors de l'examen du PLFSS (Projet de loi de financement de la sécurité sociale), **nous avons interpellé le Gouvernement sur le mode de calcul actuel des droits à la retraite**, qui pénalise les Françaises et Français de l'étranger, et avons exigé une modification des règles de calcul pour abolir cette rupture d'égalité et mieux prendre en considération les spécificités des carrières de nos compatriotes établies hors de France.

Les écarts différentiels de versements de pensions de retraite que subissent les Français·es de l'étranger sont importants, notamment ceux ayant des carrières courtes et morcelées.

Nous avons en outre défendu l'élargissement de la couverture de la sécurité sociale aux journalistes travaillant pour des médias français à l'étranger, la continuité de la prise en charge des frais de santé des personnes qui viennent se réinstaller en France après avoir vécu à l'étranger.

2/ Résoudre les inégalités dans l'accès aux droits

Les avocates et avocats ne peuvent s'engager pour la défense de l'ensemble des justiciables, indépendamment de leur situation financière, que grâce à l'aide juridictionnelle. Le groupe Écologiste – Solidarité et Territoires a appelé à une modification de l'article 27 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique afin **d'y augmenter le budget prévu pour l'aide juridictionnelle et favoriser l'accès au droit.**

3/ Projet de loi de finances 2024 : nos amendements pour les Français·es de l'étranger

Les crédits de la mission Action Extérieure de l'État dans le Projet de loi de finances (PLF) pour 2024 étaient examinés au Sénat en décembre dernier. Avec le groupe Écologiste – Solidarité et Territoires, nous avons défendu les intérêts de nos compatriotes établies hors de France et obtenu des avancées importantes : **le rapatriement des personnes souhaitant réaliser une IVG qui ne peut être réalisée dans le pays de résidence et la création d'un fonds d'urgence afin de protéger les victimes françaises de catastrophes naturelles à l'étranger.** Parmi les autres propositions :

- L'augmentation de l'enveloppe allouée aux bourses scolaires dans les établissements de notre réseau d'enseignement français à l'étranger à hauteur de 50 millions d'€ ;
- +150 ETP (équivalent temps plein) consacrés à l'accueil et l'administration de nos ressortissant·es à l'étranger dès 2024 et +20 ETP temporaires au sein des services visas déjà saturés, dans le cadre de la hausse de l'activité liée à l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques ;
- Une enveloppe « aide sociale » adaptée à la réalité des besoins et au nombre d'allocataires en hausse depuis plusieurs années ;
- Une meilleure politique de prise en compte du handicap en abaissant le taux d'incapacité à 50%, au lieu de 80% pour être éligible à l'allocation adulte handicapé (AAH) à l'étranger, comme c'est déjà le cas en France.
- Une prise en compte renforcée de la perte d'autonomie de nos ressortissant·es les plus fragiles, avec la création d'un nouveau programme budgétaire dédié ;
- Une meilleure prise en charge des ressortissantes victimes de violences sexistes ou sexuelles, notamment grâce à des formations spécifiques pour les agent·es consulaires, une communication efficace du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ou un soutien renforcé aux organismes locaux d'entraide et de solidarité (+ 600 000€) ;
- L'adaptation du parc immobilier de l'État et de ses opérateurs aux enjeux climatiques.
- Nous avons enfin réclamé et obtenu une aide financière urgente à la Caisse des Français de l'étranger face aux difficultés rencontrées par la caisse, même si cette aide demeure largement insuffisante.

Mes déplacements ... en Tunisie, Suisse, Allemagne et Autriche

Du 2 au 5 novembre 2023 | Tunisie

Quelques jours de pause parlementaire m'ont permis d'effectuer mon premier déplacement avec ma collègue Mélanie Vogel.

Conseiller·es des Français·es de l'étranger, Consulat et Ambassade, Institut Français, Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), Direction du Lycée Pierre Mendès France (PMF), syndicats et parents d'élèves, Agence française du développement (AFD), Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC) ... : cette visite était l'occasion de rencontrer la communauté française en Tunisie et de mieux appréhender ses problématiques.

Je lis le compte-rendu du déplacement



Du 11 au 13 janvier 2024 | Suisse, Allemagne, Autriche

En ce début d'année, je me suis rendue en Autriche, en Allemagne et en Suisse.

A Genève et Zurich, j'ai pu rencontrer le personnel du consulat général, le consul M. Clément Leclerc et la cheffe de la chancellerie Marine Le Bellec ; des élèves, professeur·es et membres de l'association de gestion de l'école primaire de Genève ; les jeunes écologistes genevois ; le président du Groupement des écoles suisses Emmanuel Coigny ; Lisa Mazzone, ancienne sénatrice suisse ; des élèves, parents, cadres de l'Institut Sainte Marcelline ; ainsi que les Françaises et Français établis hors de France à l'occasion de deux réunions publiques et de permanences parlementaires.

Je lis le compte-rendu du déplacement en Suisse

Je lis le compte-rendu des déplacements en Allemagne et Autriche



APPEL À L'ACTION

Partout dans le monde, disons non à l'exploitation des fonds marins "Deep sea mining" !

Ce début d'année a été marqué par un moment historique pour l'avenir des fonds marins, des océans et des écosystèmes qui les peuplent. La Norvège devait en effet décider le 9 janvier dernier si elle autorisait ou non cette nouvelle activité climatique.

Mais grâce à la mobilisation d'activistes, d'associations, de sportives et sportifs de haut niveau tels que Kilian Jornet, Andrine Hegerberg ou Martin Fourcade, et de citoyen·nes du monde entier, le Parlement norvégien a décidé de seulement autoriser l'exploration minière des fonds marins.

Même si ce n'est pas un "non", cette décision reste une victoire. La lutte continue.

Je signe la pétition

Je m'informe sur le sujet

DANS LA PRESSE

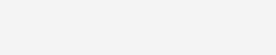
Mathilde Ollivier, la Génération climat au Sénat | L'Humanité

Mathilde Ollivier, la verte venue d'ailleurs | Libération

Mathilde Ollivier : « En France ou à l'étranger, la jeunesse doit s'engager » | Le Petit Journal

Mathilde Ollivier, quand la « génération climat » veut rentrer au Sénat | Reporters

«L'engagement des jeunes en politique permettrait de faire élire des personnes moins conservatrices» | Entretien avec Pablo Pillaud-Vivien



Cet email a été envoyé à @. les données utilisées pour vous adresser ce message sont issues des listes électorales consulaires de 2023. Vous disposez d'un droit d'opposition et d'un droit à la limitation du traitement des données à caractère personnel vous concernant, ainsi que d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de vos données à caractère personnel.

[Cliquez ici pour vous désinscrire](#)

Mathilde Ollivier
Sénatrice des Françaises et Français de l'étranger
15 rue de Vaugirard, 75291 Paris Cedex 06